

13 - Agir ensemble, Charte d'engagements mutuels avec les associations

Groupe communiste – Marie Annick BENATRE

Madame le Maire, cher.e.s collègues

Les associations sont des acteurs essentiels de lien social, elles investissent des domaines d'action publique aussi diverse que la santé, le sport, la culture, la solidarité...elles sont des acteurs du développement et auxiliaire des politiques publiques. **Elles sont un élément majeur du vivre ensemble dans nos quartiers.** Elles jouent un rôle de maillon clé pour accompagner les habitants dans l'accès aux services et aux droits à partir de valeurs partagées constituant ainsi l'un des piliers de notre vie démocratique, sociale, civique et culturelle.

Dans une société de plus en plus individualiste, où le repli communautaire, religieux est de plus en plus menaçant, **il nous semble extrêmement important que la ville et les associations portent ensemble les valeurs et principes républicains.** Je voudrais ici rendre hommage à tous les bénévoles qui le soir, le week-end, pendant leurs congés, font vivre au quotidien ces valeurs.

Les élus communistes sont bien sûr attachés au dialogue citoyen incarné par le dynamisme associatif ainsi qu'à la liberté d'initiative dont doivent bénéficier les associations.

Avec une violence inouïe, le gouvernement a décidé la suppression sur deux ans des emplois aidés renvoyant ainsi les bénéficiaires de ces contrats dans la

précarité et mettant en difficulté un nombre important d'associations dont leur utilité sociale est indéniable.

Nous soutenons les propositions portées par les associations et exigeons, avec elles, un moratoire sur la suppression des emplois aidés. Nous refusons la marchandisation du monde associatif. Que ce soit pour les subventions aux associations ou les dépenses de fonctionnement de nos collectivités, il faut arrêter le dogme qui vise à ce que l'humain ne soit qu'une contrainte budgétaire. A notre sens, c'est tout le contraire, c'est un investissement sur l'avenir.

Contrairement à cette politique gouvernementale, Nantes veut renouveler la relation avec les associations ; porter une ambition commune autour d'engagements mutuels, de mises en réseau des acteurs associatifs et la mise en œuvre d'un temps fort de rencontres et d'échanges.

Partenariat et pragmatisme, professionnalismes sont des enjeux clés pour renforcer demain l'efficience de l'action des associations locales, dans un contexte de tension sur les ressources. Tout en conservant leur ancrage territorial et l'esprit de leur objet social, les associations doivent toujours être impliquées à la mesure de leurs moyens et travailler avec l'ensemble des parties prenantes.

Sur la question des migrants :

Est-il juste que la ville pallie aux défaillances de l'État en termes d'accueil et d'hébergement des réfugiés, telle est la question ?

Pour les élus communistes, nous devons continuer à réaffirmer que l'État reste le chef de file avec les moyens nécessaires pour l'accueil et l'intégration des migrants. Mais la ville ne se contente pas d'interpeller l'État, elle agit déjà pour plus de solidarité et de dignité dans cet accueil. Elle participe au financement des

associations qui aident et accompagnent les migrants dans la santé, l'interprétariat par exemple. Elle apporte une contribution pour réduire le coût des fluides dans les squats. Elle améliore les conditions de vie d'un squat en aménageant un bloc sanitaire.

Cette liste montre que nous sommes déjà engagés dans l'accueil inconditionnel de ces personnes, comme aux bains douches, où 150 personnes passent chaque jour, ou à l'accueil de jour du restaurant social.

Est-ce suffisant ? Non bien sûr. Mais, nous poursuivons les échanges.

Mais je réitère mon propos, l'urgence est surtout et avant tout, que soit mis en œuvre des moyens supplémentaires par l'État.

Quand plus de 50 nouveaux ménages par semaine sollicitent une place d'hébergement alors que, dans le même temps, l'État diminue les nuits d'hôtel. Quand, en moyenne, plus de 150 ménages reçoivent une réponse négative du 115, où donc est la prétendue fluidité du dispositif présenté par la préfecture.

Mais comment faire, quand en parallèle on attaque le modèle social et économique du monde HLM, quand le turn-over dans l'hébergement ou encore plus d'accueil inconditionnel est remis en cause. Comme l'affirment les associations, cela conduit à la politique du tri. C'est inacceptable !

Alors oui à une coordination sur Nantes Métropole avec l'État, la ville, les associations et collectifs pour améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement des migrants sur notre territoire. Oui à l'action collective des villes qui rencontrent les mêmes difficultés pour lutter contre les conditions indignes d'accueil et oui à une action collective qui demande à l'État des moyens supplémentaires. Oui à la solidarité citoyenne et collective !